

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 16 JUIN 2017

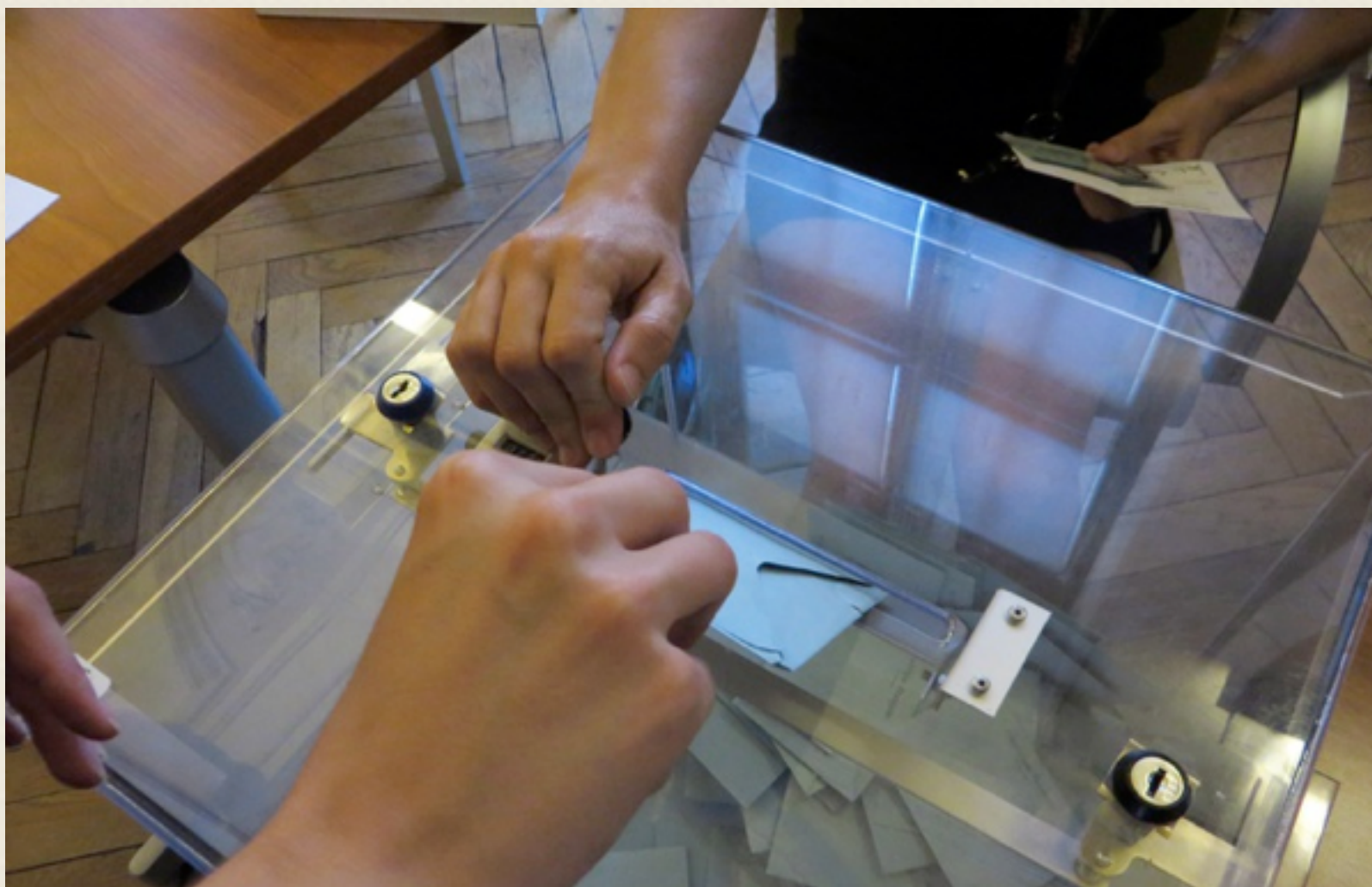
SOMMAIRE

- 1) Ils veulent rectifier le tir...
- 2) 48 h ??
- 3) Il appelle à voter FI
- 4) Il règle ses comptes
- 5) Ils se préparent à affronter le...
- 6) Pour lui tout est normal : son poste avant tout...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Législatives : selon un sondage, 61 % des Français souhaitent rectifier le résultat au second tour



Un bureau de vote, le 11 juin 2017, à Toulouse. - B. Colin / 20 Minutes

Le scrutin de dimanche dernier ne fait pas l'unanimité. Plus de 6 Français sur 10 souhaitent que les résultats du premier tour des législatives soient rectifiés au second afin de ne pas donner une majorité trop importante à la République en marche, selon un sondage Elabe pour BFMTV publié jeudi.

Invitées à exprimer leur souhait parmi deux options, quelque 61 % des personnes interrogées souhaitent que le second tour « rectifie le premier tour avec une majorité moins importante qu'attendue » favorable au président Emmanuel Macron, contre 37 % qui espèrent au contraire qu'il confirme le résultat du premier tour.

53 % des personnes interrogées se disent « inquiètes »

Si une très large majorité d'électeurs de la République en marche au premier tour du scrutin souhaitent une confirmation, ceux de la France insoumise préfèrent en quasi-totalité une rectification, devant ceux du FN, puis dans une moindre mesure de LR et de l'UDI, loin devant ceux du PS et du PRG, au vu de cette enquête. Une majorité des abstentionnistes du premier tour se prononce aussi pour une rectification.

Un peu plus de la moitié (53 %) des personnes interrogées se disent en outre « inquiètes » de voir la République en Marche et le Modem disposer d'une majorité à l'Assemblée nationale supérieure à 400 députés sur 577, tandis que 20 % se disent indifférents. En revanche, cette perspective inspire de la « confiance » à 27 % des Français sondés.

De manière générale, les Français semblent partagés quant à ces résultats, selon cette enquête. Priés de dire si, personnellement, ils sont satisfaits ou mécontents des résultats du premier tour, une courte majorité (52 %) se montre insatisfaite - dont 22 % « très mécontents ». A l'inverse, 47 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites de ces résultats - dont 14 % « très » satisfaits.

Ce sondage a été effectué par internet les 13 et 14 juin auprès d'un échantillon de 1.000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas). Marge d'erreur de 1,4 à 3,1 point. Les intentions de vote ne constituent pas une prévision de résultat. Elles donnent une indication des rapports de force et des dynamiques au jour de la réalisation du sondage.



Chacun d'entre nous a mis à profit sa journée du lundi et du mardi, à sa manière, pour analyser les résultats du 1er tour de l'élection législative.

Avec Matthieu Pasquio, nous ne serons donc pas présents au 2eme tour . Il s'en est fallu de moins de 300 voix. La candidate d'En Marche recueille près de 39% et affrontera la candidate de la droite LR/UDI, qui nous devance de 0,7% avec 13,76%.

Et donc 48h pour réfléchir à ces 5 dernières années , à ces 5 derniers mois, à ces 5 dernières semaines .

Je ne ferai pas ici et maintenant de grandes analyses. Tant reste à faire. Mais pas en cherchant des explications ailleurs qu'en soi-même. Le paysage politique est bouleversé. J'en faisais partie. Je prends donc avec humilité ma part de responsabilité dans l'origine de ce grand chamboule-tout. Le dégagisme est devenu à la mode, revendiqué par les uns, mis en œuvre par les autres. Nous verrons le résultat final et la pratique dite nouvelle du pouvoir et du fonctionnement du Parlement. Je souhaite le meilleur pour mon pays. Mais je persiste à penser que le pluralisme, la dispute apaisée, le débat sont une chance. Que des pans en entier de la vie politique soient privés de représentation politique n'est pas sain. Et j'ai une pensée pour tous ces députés de qualité qui ont été balayés...

Nos propres divisions à gauche, cette satanée manie des uns et des autres de vouloir avoir raison tout seul , de délimiter son petit périmètre , avec son parti, son financement ... On crève de cela . J'avais dès le 2ème tour de la présidentielle, avant les dépôts de candidature pour les législatives, proposé à toutes les forces de gauche de nous regrouper. En vain . Et jusqu'au bout j'ai cherché à faire en sorte que la gauche puisse se hisser au 2eme tour. Mais les réflexes boutiquiers ont pris le dessus . À méditer ...

Je veux surtout remercier tous les électeurs et électrices qui nous ont fait confiance . Nous sommes 3eme dans la circonscription , et 2eme à Massy et Palaiseau. Ce qui veut aussi dire quelque chose, et devrait inviter à l'humilité ceux qui fanfaronnent et se réjouissent de notre élimination. Merci à vous tous pour l'accueil tout au long de cette courte, confuse et frustrante campagne . A Morangis, Igny, Chilly-Mazarin, Wissous, Palaiseau ou Massy, nous avons mené une belle campagne. Grâce à vous.

Surtout je veux remercier tous les militants , sympathisants, volontaires qui n'ont pas compté leur temps. Petits ou grands coups de main, ils étaient tous précieux et chacun se reconnaîtra. Tous ont été merveilleux. C'est à vous tous que je pense ce soir , à ceux qui ici sur Facebook nous ont accompagnés et relayés à distance . Certains m'ont exprimé leur déception, se sont inquiétés auprès de moi. Je vous aime aussi pour cette sollicitude.

Samedi soir, je réunirai à la maison autour d'un barbecue et de quelques bouteilles tous ceux qui ont participé à la campagne, de près ou de loin. Contactez moi par mail guedjjerome@yahoo.fr pour avoir toutes les infos si vous pouvez venir, à partir de 19h30.

Je suis là, serein et déterminé. Je vais goûter aux miens que j'ai trop délaissés ces derniers mois. Et alors continuera l'engagement au service des valeurs auxquels je crois depuis toujours. Et plus encore aujourd'hui. Par tous moyens nécessaires .

jeromeguedj.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) 48h de réflexion. 48h de digestion. 48h d'introspection



1) Mediapart révèle une autre affaire immobilière de Richard Ferrand

Le ministre de la Cohésion des territoires se serait enrichi en revendant une partie de sa permanence parlementaire, qu'il aurait acquise avec des fonds publics.



Sous le coup d'une enquête préliminaire, Richard Ferrand n'est pas sorti de l'auberge. Selon Mediapart, le ministre de la Cohésion des territoires serait impliqué dans une autre affaire immobilière qui pose question. Le site d'information révèle qu'il aurait pu s'enrichir suite à la revente, en septembre 2016, d'un morceau de sa permanence parlementaire (acquise en 2012 via un emprunt, quatre mois après son arrivée à l'Assemblée nationale) à la fédération PS du département, alors qu'il venait de rejoindre En Marche !.

Le coût de cette opération s'élève à 40 000 euros, selon Mediapart.

Une opération "légal mais pas bien éthique"

"Une bonne partie de la somme est sans doute allée dans sa poche illico puisqu'il avait déjà, fin 2016, quasiment terminé de rembourser son emprunt de départ. Ce qui soulève au passage la question suivante : pour régler ses mensualités, le député Ferrand a-t-il utilisé des fonds publics, en l'occurrence son IRFM (indemnité représentative de frais de mandat) ?", se demande Mediapart. Autrement dit, Richard Ferrand se serait-il personnellement enrichi grâce à l'utilisation de fonds publics ?

"Si c'était le cas, l'actuel ministre de la cohésion des territoires aurait ainsi réussi une sacrée culbute : acquérir un bien immobilier avec l'aide de fonds publics, en conserver une partie à la fin de son mandat, en revendre une autre à des concurrents politiques", indique Mediapart, précisant que cette "opération" est "légal mais pas bien éthique". En effet, en 2012, l'Assemblée nationale n'interdisait pas aux députés d'utiliser leur IRFM pour payer des remboursements. Depuis 2015, ce n'est plus possible. Contacté par Mediapart, Richard Ferrand, arrivé en tête dimanche dans la 6ème circonscription du Finistère, n'a pas voulu donner suite à ces nouveaux soupçons de "mélanges des genres".

atlantico.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

2) Alexandre Zapolsky, candidat En Marche! à Hyères et jugé en correctionnelle à Toulouse



Le candidat dans la 3ème circonscription du Var comparait mardi 20 juin, 48 heures après le second tour, dans une affaire d'injures publiques et de diffamation contre une société toulousaine. L'entreprise qu'il dirige vient aussi d'être condamnée en appel pour harcèlement moral.

Par Fabrice Valery

L'agenda des jours à venir d'Alexandre Zapolsky est chargé : le candidat de la République en Marche dans la 3ème circonscription du Var à Hyères, **arrivé largement en tête au premier tour**, a de bonnes chances d'être élu dimanche 18 juin lors du second tour des législatives. Mais le peut-être futur député du Var a aussi coché une autre date : le mardi 20 juin à 14 heures, soit deux jours après l'élection, **il comparait devant le tribunal correctionnel de Toulouse pour injures publiques et diffamation.**

Une plainte déposée en 2014

C'est l'entreprise **Blue Mind**, installée à Labège près de Toulouse qui a porté plainte contre lui mi-2014. Depuis, Alexandre Zapolsky a été mis en examen par le juge d'instruction (procédure automatique dans les affaires de diffamation) et renvoyé devant le tribunal correctionnel de Toulouse (ce qui n'est pas automatique). L'audience doit donc se tenir le 20 juin.

PDG de la société **Linagora**, installée à La Défense à Paris, Alexandre Zapolsky avait lui-même déposé **plainte pour contrefaçon et concurrence déloyale** contre Blue Mind. Les deux entreprises travaillent dans le domaine du logiciel libre. Ce dossier sur le fond est toujours à l'instruction mais un rapport d'expertise contradictoire rendu en 2016 estime que Blue Mind a "respecté les licences" et que le logiciel en cause lui appartient bien ce que Linagora ne pouvait ignorer. Cette affaire devrait se conclure devant la justice en fin d'année 2017.

Seulement, Alexandre Zapolsky ne s'est pas contenté d'une démarche judiciaire : **il a également mis en ligne des accusations sur un site dédié contre la société toulousaine.** Ce sont ces accusations qui ont déclenché la plainte de Blue Mind en 2014 pour diffamation et injures publiques. Mardi, le tribunal correctionnel de Toulouse écouterait plaignant et mis en cause avant de mettre son jugement en délibéré, sans doute à la rentrée.

Condamné pour harcèlement moral en mars dernier

Alexandre Zapolsky n'en est pas à son premier rendez-vous avec la justice. En 2015, il a été **débouté dans une procédure contre l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM).**

Surtout, le 29 mars dernier, soit moins de 2 mois et demi avant les élections législatives, la 17ème chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Versailles a **condamné sa société Linagora pour harcèlement moral déclarant nul le licenciement d'un de ses salariés.** Certes, ce n'est pas Alexandre Zapolsky qui est condamné mais son entreprise. Mais dans son arrêt, que nous avons consulté, la Cour cite des témoignages de salariés faisant état de "la violence de Monsieur Zapolski avec les salariés de la société" et de "techniques de management cruel, se basant sur la peur, utilisées par le PDG auprès de ses employés et de son équipe de managers". "J'ai pu observer de nombreux dysfonctionnements sur ce plan, allant jusqu'à la menace physique et la maltraitance morale des individus travaillant chez Linagora" témoigne un salarié devant les juges.

Emmanuel Macron, un "ami de 10 ans »

Alexandre Zapolski se dit très proche d'Emmanuel Macron. Sur son blog, il raconte que les deux hommes se connaissent depuis 10 ans. Pour autant, le nouveau président de la République et la Commission nationale d'investiture (CNI) aux législatives de la République en Marche pouvaient-ils ignorer la condamnation en mars dernier de l'entreprise de leur candidat dans le Var et sa mise en examen dans l'affaire de Toulouse ?

Cette proximité avec le Président a-t-elle pu servir les intérêts de son entreprise ? "Le monde du numérique s'est interrogé et continue de s'interroger sur le financement du projet OpenPaas", explique un bon connaisseur du milieu des logiciels libres. En avril 2015, l'Etat injecte en effet près de **11 millions d'euros dans ce projet censé concurrencer Google et Microsoft et piloté par... Linagora et Alexandre Zapolski. Or, à cette période c'est Emmanuel Macron, "l'ami de 10 ans", qui est ministre de l'Economie.**

"Aucun lien avec la campagne »

Nous avons joint Alexandre Zapolski au téléphone. Le candidat d'En Marche! dans la 3ème circonscription du Var parle de **manipulations et de dossiers qui ne sont pas liés à sa campagne mais à ses fonctions de mandataire social d'une entreprise.** Sur ce dernier point, il a parfaitement raison. D'ailleurs nous n'avons pas écrit qu'il y avait un lien entre les deux. Si ce n'est que le mouvement du Président a exigé de ses candidats une probité et une transparence exemplaires.

Certains cas ont déjà été révélés par la presse ces dernières semaines comme par exemple **Bruno Bonnell**, candidat La République En Marche ! dans le Rhône, suspecté par Bercy d'avoir poussé un peu loin le bouchon de l'optimisation fiscale, **comme l'avait révélé Médiacités ou encore le candidat Pierre Cabaré, en Haute-Garonne, qui avait omis d'informer En Marche! de sa condamnation à une peine d'un an d'inéligibilité en 2003.**

Alexandre Zapolski ne donnera pas plus d'explications. Il ne répond pas à la question sur la transparence : **a-t-il oui au non informé la CNI de la République en Marche de ses différents dossiers judiciaires ?** Il nous renvoie vers son avocat, qui n'était pas disponible pour nous répondre ce mercredi.

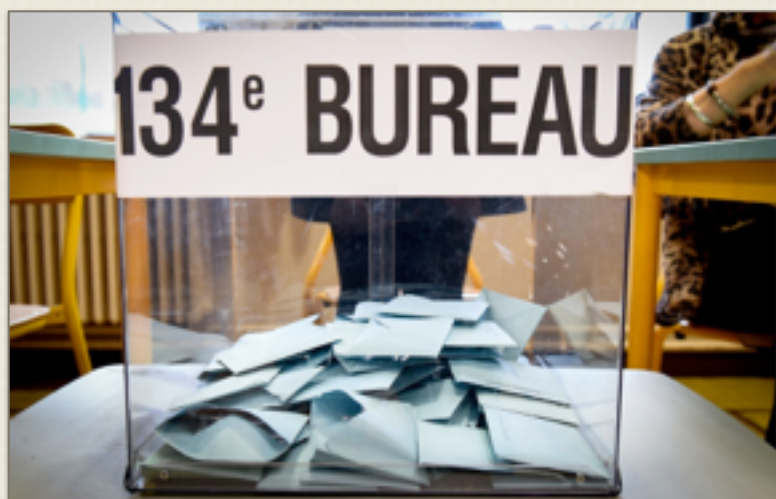
Elu député ou pas dimanche dans le Var, il pourra s'expliquer, via son avocat, dès mardi devant le tribunal correctionnel de Toulouse.

france3-regions.francetvinfo.fr



III) Toulouse : Un élu Les Républicains appelle à voter la France Insoumise contre En Marche !

LEGISLATIVES Serban Iclanzan, conseiller départemental (LR) de Haute-Garonne, appelle à voter contre les candidats de La République en marche, «sans distinction de bord politique d'origine»...



Une urne dans un bureau de vote à Toulouse — F. Lancelot / SIPA

C'est un soutien indirect auquel Manuel Bompard, candidat de la France Insoumise dans la 9e circonscription de la Haute-Garonne, ne s'attendait certainement pas. Conseiller départemental Les Républicains du canton Toulouse 11, Serban Iclanzan, a décidé de monter au créneau durant cet entre-deux-tours des législatives.

« Je conjure solennellement nos concitoyens à réfléchir au risque de la pensée unique et au danger que représenterait l'Assemblée que l'on nous annonce à plus de 400 sièges pour le mouvement En Marche », explique-t-il dans un communiqué de presse. Celui qui a fait campagne sur ses terres ramonvilloises, pour Simone Pausin-Fournié, n'épargne pas les candidats LREM. « Nous connaissons très peu de leur parcours, de leurs valeurs personnelles, de leur vision, de leurs garanties de sérieux et d'investissement à l'exception de l'opportune adhésion à un "Mistral gagnant" », assène le conseiller départemental.

Soutien à Laurence Arribagé dans la 3e

Mettant en garde contre une démocratie sans contre-pouvoirs, l'élu invite « les électeurs à porter leur vote sur tous les candidats s'opposant aux candidats du mouvement En Marche, et cela sans distinction de bord politique d'origine. Notre besoin de diversité et de contre-pouvoirs est vital et doit prendre le dessus sur les clivages traditionnels pour faire front commun face au vrai danger que sont le parti unique (ou quasi unique), la pensée unique et l'installation d'une nomenclature dépourvue de discernement et de doctrine ».

Son canton est traversé par la 9e et 3e circonscription. Dans cette dernière, il appelle logiquement à voter pour Laurence Arribagé, la députée Les Républicains sortante, en ballottage défavorable face à la candidate En Marche.

Un suppléant PS appelle à voter pour les Insoumis

Manuel Bompard vient aussi de recevoir un autre soutien. Celui de Jean-Louis Llorca, le suppléant socialiste de la députée sortante de la 4e circonscription, Martine Martinel. Battu au premier tour, il appelle à voter pour la France Insoumise dans les 4e et 9e circonscriptions de la Haute-Garonne



Manuel Bompard @mbompard 14 juin

Merci à Jean-Louis Llorca, conseiller départemental du canton de Toulouse 6 pour son soutien au 2ème tour ! #circo3109 pic.twitter.com/Uy2pb2G5nT

Jean-Louis LLORCA
Suppléant de la Députée sortante Martine MARTINEL
Conseiller départemental du Canton de Toulouse 6

Communique :

4^{ème} et 9^{ème} Circonscriptions de la Haute-Garonne

« Quand on veut prendre comme priorité de supprimer l'impôt sur la fortune de ceux qui ont des portefeuilles boursiers,

Qu'on veut augmenter la CSG des retraités,

Qu'on veut réformer le Code du travail par ordonnances,

Qu'on veut supprimer 120 000 postes de fonctionnaires,

Qu'on envisage de briser la solidarité départementale,

C'est un match qui s'engage avec le front libéral,

Je suis de Gauche,

J'appelle à voter pour Liêm HOANG NGOC et Manuel BOMPARD, candidats de Gauche qualifiés pour le second tour de l'élection Législative du dimanche 18 juin 2017 ».



IV) Macron, Valls : quand Matthias Fekl règle ses comptes

par sudouest.fr Lot-et-Garonne .



Dans le viseur de l'ancien ministre de l'Intérieur, Manuels Valls et Emmanuel Macron. AFP

Le Lot-et-Garonnais décoche quelques flèches à l'encontre du président de la République et de l'ex-Premier ministre

A croire qu'il a davantage de temps depuis dimanche et son élimination au premier tour des élections législatives dans la deuxième circonscription de Lot-et-Garonne... Ce jeudi, l'ancien ministre de l'Intérieur a repris la parole.

Dans "Paris-Match" tout d'abord. Dans un article intitulé "La Génération Hollande liquidée", le Marmandais estime que le chef de l'Etat – qu'il appelait un temps le "petit marquis" – "essaie d'éliminer tous ceux dans sa génération qui peuvent le gêner. Mais ce n'est pas parce qu'on perd une élection qu'on arrête de se battre. » L'ancien – et éphémère – locataire de la Place Beauvau n'a jamais caché son intention de participer pleinement à la reconstruction du Parti socialiste. Pour rappel, il a même lancé Movida, en octobre dernier. Un mouvement qui veut que la gauche "renoue avec (ses) fondamentaux" et "invente de nouvelles voies". Il en appelle d'ailleurs à la tenue de "grandes assises de la gauche".

"Vote blanc"

En évoquant la situation de la première circonscription de l'Essonne, Matthias Fekl prouve que la tendresse n'est décidément pas la vertu privilégiée des hommes politiques. Invité sur Cnews [l'information a été reprise chez nos confrères d'Europe 1] ce jeudi, l'élus socialiste a affirmé qu'il n'aurait pas voté pour Manuel Valls. Et de préciser :

"Je pense que j'aurais voté blanc dans cette circonscription, parce qu'il n'y a pas de candidat qui corresponde à ce que je crois."

La solidarité n'est plus de mise entre l'ex-Premier ministre et celui qui fut alors son secrétaire d'Etat au Commerce extérieur. Il y a quelques jours, c'est Benoît Hamon qui apportait son soutien à la candidate de la France insoumise contre Manuel Valls.

sudouest.fr



MAIS AUSSI

3) Ce moment gênant où un candidat En Marche refuse le débat... sans aucun argument

Par Thomas Vampouille



Pierre Person et Danielle Simonnet se font face dans le nord-est de Paris - Capture d'écran du compte Youtube de Daneille Simonnet.

Dans la 6e circonscription de Paris, la candidate pro-Mélenchon Danielle Simonnet fait face au pro-Macron Pierre Person pour le second tour des élections législatives, ce dimanche 18 juin. Mais ce dernier refuse ses propositions de débat avec une constance dénuée de raisons.

Macron, y a Simonnet qui son' et y a jamais Person qui y répond... Danielle Simonnet, candidate de la France insoumise (FI) aux élections législatives dans la 6e circonscription de Paris (11e et 20e arrondissements), a posté sur Youtube une vidéo d'un échange avec son rival de La République en marche (LREM), assez gênante pour celui-ci. On la voit accoster son concurrent lors d'un tractage sur un marché pour lui réitérer sa proposition d'un débat public avant le second tour, ce dimanche 18 juin. Et Pierre Person de décliner, quatre minutes durant, sans toutefois lui opposer un seul argument un tant soit peu étayé.

"Alors, est-ce qu'on se fait un débat contradictoire ?", lui lance dans un grand sourire la députée pro-Mélenchon. Et voici, dans l'ordre, les réponses du poulain d'Emmanuel Macron :

- "Non, malheureusement j'ai décliné" (on notera ce "malheureusement" marquant un regret déchirant...)
- "Je pense que l'offre elle est claire, voilà" (ben justement !)
- "Les citoyens ils savent, ils connaissent mon programme, ils connaissent celui d'Emmanuel Macron, ils connaissent mes priorités pour la circonscription" (dans ce cas, pourquoi tracter sur un marché ?)
- "Le débat, il a déjà eu lieu" (bizarre, personne ne l'a vu)
- "C'est un débat national" (ah, mais dans ce cas, pourquoi avoir des "priorités pour la circonscription", cf. argument n°3 ?)

https://youtu.be/B854FGO_g0Q

Bref, le candidat LREM s'enfoncé tout seul dans son opposition ferme mais creuse à l'idée d'un débat entre les finalistes des législatives dans sa circonscription. Une scène qui pourrait n'être qu'anecdotique si elle ne résonnait pas avec un phénomène constaté par ailleurs sur tout le territoire : un peut partout en France, de nombreux candidats FI, LR, PS ou FN pointent de telles dérobades.

L'Express a recensé une dizaine de cas, dans un décompte loin d'être exhaustif puisque la presse locale regorge d'histoires similaires. L'Yonne Républicaine a ainsi relevé le cas de Paulo Da Silva Moreira, qui justifie son refus par sa vexation d'avoir été traité de "godillot" par son adversaire LR Guillaume Larrivé, préférant apparemment être qualifié de pétocard...

Peut-être la Macronie est-elle échaudée par le précédent Fabienne Colboc, qui avait fait naufrage début juin dans un débat avec ses adversaires sur France 3 Centre-Val de Loire, en tenant des propos très confus voire dénués de sens. Mais au moins y sera-t-elle allée...

<https://youtu.be/tYuloLLJBek>



par Thomas Vampouille

marianne.net



4) Mélenchon dénonce un "culte de la personnalité" autour de Macron

Pour le leader de La France insoumise, le président de la République a été élu dans une ambiance d'"autocélébration" qu'il juge « malsaine ».

Source AFP

Lui-même taxé de guide suprême pour son propre parti, Jean-Luc Mélenchon a dénoncé mardi l'ambiance d'« autocélébration » et de « culte de la personnalité » autour d'Emmanuel Macron depuis son élection, qu'il juge « malsaine » et qui a contribué, selon lui, à « l'absence totale de débat national » avant les législatives. « Son intérêt est que les choses se passent de la manière la plus suave possible, dans une ambiance d'autocélébration qui a frappé tout le monde et que je juge malsaine, parce que ce n'est pas bon, un tel culte de la personnalité », a déclaré le chef de La France insoumise sur RTL.

Il a regretté ne pas avoir « pu installer à temps dans le débat », avant les législatives, « les grandes questions qui vont arriver », de la réforme du Code du travail et de « la transposition de l'état d'urgence dans le droit commun ». « Ce n'est pas possible d'avoir des élections sans débat. C'est un peu ce qui s'est passé », a ajouté Jean-Luc Mélenchon, opposé au second tour à une candidate REM dans la 4e circonscription des Bouches-du-Rhône, à Marseille. « Depuis l'élection présidentielle, on a eu droit à toutes les variantes, Macron à la plage, Macron au ski, Macron ceci, etc., et aucun débat », a-t-il affirmé. « 400 bizuths »

Répétant sa volonté d'incarner une « opposition humaniste » à l'Assemblée nationale, il a aussi dit ne pas craindre les futurs députés REM. « Moi, ils me font pas peur, les 400 de Macron, c'est le contraire, je me purlèche », a-t-il dit. « Je connais la vie parlementaire. Quatre cents bizuths qui arrivent, dont la plupart d'entre eux sont des CSP+, qui sont habitués à la vie triomphante et glorieuse », ils « n'ont aucune espèce d'idée du monacat qu'est la vie de député », a ajouté le député européen, qui a également siégé au Sénat de 1986 à 2000 puis de 2004 à 2010.

lepoint.fr

V) Face à Macron, les «Solidaires» cherchent l'angle d'attaque

Par Dan Israel

Descendre dans la rue, quitte à ne pas être suivis par les autres syndicats ? Attendre la rentrée et tenter d'ici là de construire le rapport de forces ? Réunis pour leur septième congrès national, les 400 représentants de l'union syndicale Solidaires réfléchissent à la façon la plus efficace d'affronter le nouveau président et ses réformes.

Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), de notre envoyé spécial.- Dans une petite allée protégée du chaud soleil breton, une partie de Mølkky, ce jeu de quilles finlandais qui a séduit la France il y a plusieurs saisons déjà, s'improvise. La plupart des compétiteurs portent un gilet rose sur le dos. À quelques mètres de là, dans une salle, on débat rudement de la pertinence de recommander ou non « une appropriation des moyens de production par les travailleurs », voire de prôner la « socialisation des outils de travail », si ce n'est « l'autogestion ». À Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), le septième congrès national de l'union syndicale Solidaires bat son plein. Né en 1998, le jeune syndicat se définit comme « antiraciste, féministe, écologiste, internationaliste, anticapitaliste », et revendique un peu plus de 100 000 adhérents, qui se retrouvent en congrès tous les trois ans.

Au Palais des congrès, se sont rassemblés, du mardi 12 au jeudi 16 juin, 400 délégués de toute la France, représentant 43 organisations ou fédérations professionnelles (dont de nombreux syndicats siglés Sud), et 60 sections départementales. Leur mission : « Définir collectivement la façon d'organiser, massivement et unitairement, les ripostes, dans nos entreprises et nos administrations, et dans la rue », clamait le communiqué officiel. Solidaires n'a pas atteint le seuil de représentativité qui lui permettrait de participer aux négociations officielles sur les questions sociales, mais le syndicat ne cache pas ses positions. Dans les commissions, pendant les plénières, dans les nombreux tracts et les « résolutions d'actualité » envoyées de toute la France, le nouveau président de la République et son gouvernement sont considérés d'un très mauvais œil, tout comme leur calendrier très serré de réformes annoncées.



Au congrès de Solidaires, une partie des organisateurs locaux. © D.I.

Face aux mois qui s'annoncent et à la politique suivie par Emmanuel Macron, les organisateurs ont ménagé un temps, mercredi soir, pour débattre de l'actualité politique et sociale. La grande salle du Palais des congrès est presque pleine. Pour lancer les discussions, Denis Turbet-Delof, l'un des secrétaires nationaux du syndicat, évoque « un scénario cauchemardesque », « une politique absolument négative qui va fragiliser en priorité les plus fragiles ». À ses côtés, Margaux Leduc Leroy, l'une des jeunes responsables de SUD Santé-Sociaux, appelle à voir, sous « le vernis du mouvement », « l'ultralibéralisme assumé » par l'Élysée, qui annonce « une diminution du droit des salariés, la dégradation des conditions de travail et une plus grande liberté accordée aux patrons ». Le ton est donné et il n'est pas différent de celui qu'on entend dans les couloirs.

« La politique de Macron, on y a déjà goûté avec la loi à son nom, puis la loi travail, et elle implique des reculs sociaux », affirme Véronique Poulain,

Y aller seuls, ou non ?

L'union Solidaires n'est pas invitée aux concertations organisées par le gouvernement. Et elle assure s'en porter très bien. « Au vu des premiers retours, cela ne nous manque pas, car le gouvernement a une position malhonnête, affirme Éric Beynel. Ils ne mettent rien sur la table, mais à la fin, ils sortiront un petit tableau en disant qu'ils ont passé tant d'heures, tant de réunions avec les syndicats. S'il s'agit de rester sur le fond des réformes annoncées, pour nous, il n'y a de toute façon rien à négocier, c'est non ! »

Cette position, les représentants réunis à Saint-Brieuc la partagent tous, sans équivoque. Mais les positions sont plus nuancées sur les conséquences qu'il faut en tirer. « Nous avons une série de militantes et de militants qui ont une envie d'action immédiate, car ils voient les enjeux qui s'annoncent, remarque Cécile Gondard-Lalanne. Mais ils ne sont pas fous, ils voient que la période n'est pas idéale pour mobiliser à la hauteur de ce qu'il faudrait. La contre-offensive est bien sûr importante, mais longue à construire. »

Employé des Finances publiques, membre de la section des Côtes-d'Armor et à ce titre l'un des organisateurs du congrès, David Cocault confirme ces propos : « Nous avons été très proches de Nuit Debout et nous n'avons aucun problème avec ce type de mobilisation. Quelle qu'en soit la forme, nous y participerons, nous nous mobiliserons, assure-t-il. Mais on aimerait aussi pouvoir compter sur une vraie intersyndicale, au minimum à l'identique de celle de l'an dernier : CGT, FO, Solidaires et FSU... On n'y est pas encore. » En effet. Le gouvernement joue habilement des diverses stratégies syndicales, et un front uni est loin d'être constitué. La CFDT n'en sera pas, sans surprise, et FO tergiverse pour le moment.

Alors, que faire ? « L'organisation se retrouve face à une question récurrente, qui la traverse régulièrement, explique le sociologue Jean-Michel Denis, présent à tous les congrès Solidaires depuis le premier, en 1998, et qui consacre des enquêtes régulières au mouvement. L'union Solidaires doit-elle seulement être un aiguillon du mouvement syndical, en direction de la CGT notamment, qui est généralement considérée comme de taille suffisante pour lancer à elle seule des luttes conséquentes ? Ou bien, malgré une taille modeste, doit-elle privilégier son autonomie, en faisant le constat de la crise du milieu syndical et en agissant sans les autres ? »

C'est exactement ce débat qui agite les rangs des congressistes, et qui a nourri la discussion organisée mercredi soir. Du côté de ceux qui appellent à agir immédiatement, en se lançant dans la bataille de la rue sans attendre, on attend les militants qui animent le Front social, une coalition de plusieurs sections syndicales, Sud et CGT notamment, alliées avec divers membres des mouvements sociaux, qui ont organisé et réussi la première manifestation de l'ère Macron, le 8 mai. Le mouvement appelle à une nouvelle mobilisation le 19 juin dans une vingtaine de villes, dont à Paris devant l'Assemblée nationale à 18 heures.



© D.I.

Dans la salle de Saint-Brieuc, Laurent Degousée, coresponsable de Sud Commerce et l'un des initiateurs du mouvement, motive ses camarades : « La riposte, elle se prépare maintenant, pas à la rentrée ! Le Front social a l'ambition d'essayer d'unifier tous les fronts de lutte, avec des camarades de la CGT ou d'autres syndicats, mais aussi avec des plus jeunes, qui peuvent être plus radicaux, et avec les quartiers populaires. On a tout un tas de gens qui se battent, mais ils se battent seuls. » Un représentant de Sud Hauts-de-Seine abonde : « On a un gouvernement de combat contre nous, et on n'a pas de plan de lutte ! Il faut se battre maintenant, ça devrait être le rôle de Solidaires d'y appeler. » Dans cette dynamique, Sud Rail annonce avoir carrément déposé un préavis de deux mois, pour juillet et août. « Nous, on est prêts ! », lance un de ses délégués.

D'autres sont bien plus réservés. « Une date de mobilisation très tôt à la rentrée, c'est l'optimum de ce qu'on peut obtenir compte tenu de l'état des forces syndicales aujourd'hui », estime un délégué de Clermont-Ferrand, qui

membre de la section SUD-Commerce et salariée de Solidaires. Elle prend deux exemples : « La loi a déjà simplifié le travail du dimanche. On prétend que c'est sur la base du volontariat, mais c'est faux ! Quand tu arrives dans une entreprise, on te dit qu'on est en manque d'effectifs, et qu'on t'embauche pour travailler du vendredi ou lundi. Il est où le choix ? » Quant au référendum d'entreprise vanté par le gouvernement, elle sera « prête à entendre qu'il est démocratique quand les salariés pourront organiser un référendum pour imposer à leur patron le paiement d'un 13e mois... »

La militante raconte qu'elle a attendu 2006 pour s'intéresser aux questions du monde du travail. « Au départ, j'étais jeune, je ne faisais pas du tout attention à tout ça. Les accords collectifs, le droit du travail, on sait

Dans les couloirs du Palais des congrès de Saint-Brieuc, le 14 juin. © D.I.

que ça existe, mais ça paraît loin et on ne t'apprend pas ça à l'école », raconte-t-elle. Elle se rend alors progressivement compte que, dans son entreprise (un réseau de boutiques qu'elle a quitté en signant un accord de confidentialité), les accords signés au niveau national ne sont pas respectés. C'est le début de son engagement. « J'ai découvert qu'il y avait énormément d'abus, et une grande détresse de la part des salariés. Ils devaient savoir que des gens étaient là pour les aider à faire respecter leurs droits, à ne pas être exploités... J'y crois à fond ! »

Peggy Durlin, une militante du Crédit agricole de Gironde, conseillère clientèle « dans la pampa bordelaise », s'inquiète de son côté des projets de fusion des instances représentatives du personnel, qui recouvrent, selon elle, « une volonté de casser le CHSCT [le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail] ». Représentante de son entreprise aux comités nationaux de Solidaires, membre de la commission santé au travail et formatrice pour les élus membres des CHSCT, Peggy Durlin explique : « Le CHSCT est encore pour le moment un truc hyper-costaud sur les questions de sécurité et de santé : quand on visite le chantier de construction d'une agence, notre avis compte, on est respectés. On a récemment fait fermer une agence pour suspicion de présence d'amiante. L'employeur écoute et agit car il a une obligation de résultat dans ces domaines. Par exemple, en cas d'accident, si un juge constate que les remarques du comité n'avaient pas été suivies, cela peut faire mal. »

Souriante et déterminée, la syndicaliste connaît bien son sujet. Pourtant, elle a parfois du mal à faire passer ses messages. « Les gens pensent que les réformes, c'est irrémédiable, ils ne se posent même pas la question de savoir si elles vont apporter du mieux, dit-elle. La plupart de ceux avec qui je discute sortent peu d'une réflexion basée sur ce qu'ils entendent toute la journée à la radio et à la télé. Et dès qu'on leur oppose des arguments allant contre le discours dominant, ils sont perdus. »

Dans les discussions, on le comprend vite, la période est particulière pour les militants. Il y a d'abord le raz-de-marée électoral de Macron. « Nous ne nous faisons pas d'illusion sur la possibilité d'organiser de grosses manifestations en juillet et en août. Dans une séquence post-électorale, on sait qu'il est assez compliqué de construire rapidement de la mobilisation sociale, reconnaît aisément Éric Beynel, l'un des deux porte-parole de l'organisation. Et le gouvernement veut profiter de cette période pour aller le plus vite possible. » « On est passé de l'ère politique telle que nous la connaissions, celle de l'État-nation, à celle d'une France-entreprise. La France doit être compétitive, concurrentielle, dégager des marges..., complète Cécile Gondard-Lalanne, l'autre porte-parole. La responsabilité du mouvement social dans son ensemble, et pas seulement du mouvement syndical, est énorme. Avec une assemblée toute acquise à Macron, nous serons le seul contre-pouvoir dans les mois à venir. »

appelle plutôt à multiplier les actions originales dans l'intervalle. D'autres dans la salle demandent eux aussi que le secrétariat national réalise des tracts, voire des vidéos, à faire circuler pendant l'été, sur les plages ou les scènes de festival. Finalement, comme elle l'indique dans le texte issu de la discussion, disponible sous l'onglet Prolonger, l'organisation explorera les deux options. Elle appellera à défilé le 19 juin, tout en ayant conscience que ce type de mobilisation restera symbolique, et elle fera tout pour prévoir une grosse journée de manifestations et de grèves début septembre. Elle a d'ailleurs déjà commencé à travailler, en invitant la semaine dernière les autres syndicats à réfléchir en intersyndicale, jeudi 8 juin. La CGT, FSU, la CNT et l'Unsa ont répondu présents. Mais ni la CFDT, ni FO.

Sortir du « culte de la grève »

Dans la salle, beaucoup des débatteurs ont participé à Nuit debout au printemps dernier, quelle que soit la forme que ce mouvement hétérogène a pris dans leur ville ou région, et se déclarent prêts à participer de nouveau à de tels rassemblements dans le futur. Et au fond, sur tous ces débats, l'ombre de la mobilisation contre la loi travail, de mars à juillet 2016, pèse lourdement. « L'an dernier, il y a eu trois mois fastes de mobilisation, avec des manifestations assez importantes, et des grèves, c'est vrai, mais le nombre de salariés impliqués n'était quand même pas massif », estime David Cocault, des Côtes-d'Armor.

« On est dans un monde où les gens ont peur de perdre leur emploi, et donc de faire grève ou de manifester. Je comprends, évidemment. Ils sont prêts à faire des sacrifices pour garder leur job et rembourser leurs crédits », souligne Véronique Poulain, de Sud Commerce. Elle insiste aussi sur la violence policière, qui a, selon elle, détourné des cortèges des militants. Et elle sait de quoi elle parle : le 26 mai 2016, elle était juste à côté de Romain D. lorsqu'il a été atteint à la tête par l'éclat d'une grenade de désencerclement, lancée sans justification. La grenade lui a explosé sur le pied, avant de toucher son voisin. L'IGPN et un juge d'instruction enquêtent et l'ont auditionnée, sans suite pour le moment.



Au palais des congrès de Saint-Brieuc, le 14 juin. © D.I.

« Le mouvement autour de la loi travail n'a pas été principalement un mouvement syndical, rappelle aussi Margaux Leduc Leroy. La première grosse manifestation du 9 mars a été lancée par des collectifs sur internet et par une pétition massive en ligne, et les syndicats étaient clairement sur la réserve. » La syndicaliste a été porte-parole du mouvement Jeudi noir, qui squattait des immeubles parisiens vides pour lutter contre le mal logement, et est une habituée des formes alternatives de mobilisation. Elle appelle à sortir du « culte de la grève ». « Le nombre de jours de grève, ce n'est pas forcément l'alpha et l'oméga des luttes sociales. L'outil qui m'intéresse, c'est celui qui permettra de toucher le plus de gens possible, défend-elle. Cet été, il fait beau, on aurait peut-être intérêt à organiser des pique-niques militants. Sortir deux bouteilles et une table devant chez soi, distribuer des tracts en expliquant ce que veut faire le gouvernement contre les salariés et en offrant des verres, c'est une action aussi, et ça peut être efficace. »

Ce type de discours fleure bon le choc des générations. Un point qui, comme ailleurs, est une source d'interrogations pour le mouvement. « Ce n'est pas parce que Solidaires est un jeune syndicat que ses militants le sont, jeunes. L'organisation est confrontée au départ à la retraite de ses fondateurs, une génération formée dans les années 1970, généralement dans les rangs de l'extrême gauche, rappelle le sociologue Jean-Michel Denis. Quid du renouvellement de générations, à la fois en termes de nombre de militants, et d'identité ? »

Le sociologue souligne surtout que, dans son ensemble, « le mouvement syndical n'est pas gagnant depuis longtemps et ne semble plus en mesure de peser véritablement contre les réformes des gouvernements successifs ». « Ça laisse des traces, évalue le chercheur. Les militants sont toujours autant convaincus, voire plus, de la justesse de leur combat, mais une forme de pessimisme est apparue. » Mercredi soir, l'un des derniers à prendre la parole, militant chez Sud Rail, illustre parfaitement cette analyse. « Oui, nous avons échoué avec la loi travail, mais je crois qu'on a raison de continuer à essayer, et de continuer à espérer ! », a-t-il lancé. Son intervention a été très applaudie.

mediapart.fr

VI) Pour Stéphane Travert, les députés LREM "ne seront ni hégémoniques, ni godillots"

Stéphane Travert, député socialiste sortant, candidat de la République en Marche (REM), est l'un des premiers élus du PS à avoir rejoint Emmanuel Macron. Il est aujourd'hui pressenti pour devenir le chef du groupe parlementaire du parti du président à l'Assemblée, qui devrait être ultra-dominant avec plus de 70% des sièges. Un poste stratégique.



Afp/Patrick Kovarik



Thierry Fabre Journaliste

Vous êtes pressenti pour diriger le groupe de La République en Marche (REM) à l'Assemblée. Vous confirmez?

Je n'ai eu aucune discussion sur le sujet avec le président de la République et le Premier ministre. On cite mon nom car j'ai une certaine expérience politique et parlementaire. Mais j'irai là où on jugera que je serai le plus utile. Cette fonction, qui doit organiser et animer un groupe qui devrait être largement majoritaire à l'Assemblée, est essentielle.

Avec entre 400 et 450 députés, le parti du président devrait être hégémonique. Est-ce dangereux?

Les observateurs qui dénoncent ce risque d'hégémonie ont une mémoire de poisson rouge. En 2012, François Hollande a obtenu la majorité absolue à l'Assemblée mais aussi au Sénat, tout en détenant la quasi-totalité des régions, 60% des départements et la gestion des grandes villes. Cela n'a pas empêché la cuisante défaite que vient de subir le Parti Socialiste. En 1993, la droite détenait aussi une majorité écrasante à l'Assemblée. On nous fait un procès en sorcellerie. Cette prétendue hégémonie est un faux problème.

Beaucoup craignent une Assemblée "godillot", avec des élus novices qui

qui appliqueront à la lettre le programme du "chef", Emmanuel Macron, dont la présidence démarre de façon très impériale...

Ce débat sur une concentration du pouvoir au sommet de l'exécutif n'est pas le bon. Sur le terrain, dans ma circonscription dans la Manche, on ne m'en parle pas. On me dit: "on a voté pour vous mais vous savez ce qu'il vous reste à faire: réussir". L'attention médiatique est centrée sur l'exécutif car il occupe toute la place en ce moment. Lorsque l'Assemblée Nationale va siéger, cela va changer. Et je réfute ce terme de godillot. Chaque député LREM va arriver avec ses convictions, son expérience. Et Emmanuel Macron l'a déjà dit clairement: nous ne serons pas toujours d'accord. Et ce n'est pas grave. L'important c'est de s'entendre sur des textes utiles au pays.

Quel sera le ciment de ce groupe parlementaire?

La culture du compromis, avec l'envie de réussir, en dépassant les clivages. Nos députés n'auront pas les postures idéologiques qui ont miné la majorité socialiste lors du précédent quinquennat. Par exemple, l'attitude des frondeurs a été stérile. En opposition frontale, ils n'ont pas fait bouger d'un iota la ligne majoritaire du groupe à l'Assemblée.

Le groupe LREM sera-t-il plus facile à gérer que le groupe PS?

Ce jeune parti n'a pas connu les courants, les oppositions et querelles qui ont fracturé le PS, notamment lors du référendum de 2005 sur l'Europe. Et ses élus ne se réfugieront pas dans des postures. Ils auront envie de faire.

De nombreux députés totalement novices vont arriver. Comment gérer cette inexpérience?

Ce n'est pas du tout insurmontable. Les plus expérimentés, comme moi, vont faire du tutorat avec les nouveaux venus. Et il faudra trouver un équilibre dans l'attribution des postes clés entre les expérimentés et les jeunes qui arrivent. En évitant les excès de l'Assemblée de 2012, où les jeunes avaient voulu s'attribuer tous les postes et dégager les anciens. Mais ces nouveaux venus réussiront par le travail parlementaire, qui sera plus assidu car il n'y aura pas de cumul des mandats.

Emmanuel Macron veut redonner plus de pouvoirs de contrôle à l'Assemblée. Vous y croyez?

Oui. Il souhaite que l'on légifère moins mais mieux et que l'on contrôle plus, par des missions ou des commissions d'enquête parlementaire, en faisant des propositions dans tous les domaines. Nous le ferons.

challenges.fr



VI) Législatives 2017 : les candidats "En Marche !" , des jeunes, des femmes...mais aisés



Sur les 524 candidats étiquetés "La République en marche!", 281 n'ont jamais exercé un mandat politique, 50,7% sont des femmes, 60% viennent du privé mais... 68,6% sont issus des classes sociales supérieures. (Crédits : Reuters/Robert Pratta)

Les "peut-être plus de 400 députés" La République en Marche (LREM) vont rajeunir et féminiser l'Assemblée nationale. Il vont aussi permettre au secteur privé d'être davantage présent. Pour autant, ils sont très loin de représenter la "France d'en bas".

Renouvellement, rajeunissement, parité, société civile... La déferlante attendue de députés étiquetés La République en Marche (LREM) à l'Assemblée nationale - peut-être plus de 400 - interpelle sur le profil atypique de tous ces impétrants présentés comme, enfin, représentatifs de la « vraie » France. Pourtant, à y regarder de plus près, ce jugement doit être relativisé. Les données fournies par le ministère de l'Intérieur et une étude du Cevipof (Sciences Po Paris) sur le profil des candidats LREM montrent qu'ils apportent, certes un vent de fraîcheur, pour autant, ils restent tout de même assez « typés ».

Une chose est certaine en tout cas, LREM respecte strictement la parité. Sur les 524 candidats soutenus, 50,7 % sont des candidates, soit le meilleur taux de toutes les formations politiques françaises à l'exception du PRG qui présentait 53% de femmes au premier tour du 11 juin. De même, il est exact que les étiquetés LREM sont un peu plus jeunes que la moyenne générale, toutes formations confondues : 47 ans au lieu de près de 49 ans.

Des candidats pas si néophytes que ça en politique

En revanche, dire que la grande majorité des candidats LREM sont des néophytes de la politique n'est pas exact. Si, en effet, 281 n'ont jamais eu de mandat, en revanche, 243 en ont déjà exercé un (de simple conseiller municipal à député). Et ils sont plusieurs dizaines à avoir déjà « gravité autour du pouvoir » en tant qu'assistants parlementaires, membres de cabinets ministériels, collaborateurs d'élus locaux, etc. En outre, comme le souligne le Cevipof, près d'un tiers des candidats LREM a fait l'expérience d'une « socialisation politique » en étant à la tête d'une association, de services communaux, d'une Chambre de commerce, etc...

Issus d'un milieu aisé

Quant à être vraiment représentatifs de la société civile... Ce n'est pas vraiment le cas. Certes, il y a des « personnalités », telles que le mathématicien Cédric Villani, la torera Marie Sara, le juge Eric Alphen. Certes également, il y a deux pompiers, deux ouvriers et une dizaine d'agriculteurs. Mais, plus généralement, ce sont les catégories socio-professionnelles supérieures qui sont davantage représentées (à hauteur de 68,6% des candidats). On trouve ainsi, 87 enseignants ou dirigeants d'établissements scolaires, 42 exerçant une profession médicale, 17 ingénieurs, 28 avocats.

En revanche, Emmanuel Macron qui veut faire souffler l'envie d'entreprendre sur les Français sera dignement relayé à l'Assemblée nationale. De fait, d'après une décompte effectué par le quotidien Le Monde, on trouve au moins 155 candidats LREM, soit près d'un sur trois, qui ont leur propre entreprise. Par ailleurs, pour l'anecdote, il n'y a que 32 candidats travaillant dans la... banque ou l'assurance.

Des diplômés du supérieur

Enfin, les candidats de LREM sont plutôt des diplômés du supérieur. 237 sont passés par l'université (essentiellement droit et médecine) ; 49 sortent d'un Institut d'études politiques ; 44 ont fait une école de commerce dont 9 l'Essec et 8 HEC ; 29 ont fait des écoles d'ingénieurs; 10 sortent de l'ENA et 6 ont un brevet de technicien supérieur.

In fine donc, il est exact de dire que les candidats en marche rajeunissent et féminisent le personnel politique. Comme ils permettent une entrée en force du « privé » à l'Assemblée nationale. En revanche, « la France d'en bas », comme disait l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, ne sera guère mieux représentée qu'auparavant...

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue